



Jeudi 21 Février 2013

Cactus



Pour quelques euros de plus

Depuis quelques années, les chiffres du cinéma français sont bons, voire excellents. Jamais la France n'a -produit ou coproduit autant de longs-métrages (279 en 2012) et jamais nos films n'ont fait autant d'entrées. Plus important encore, le septième art est le loisir préféré des Français : 70 % d'entre eux sont allés au cinéma en 2012. Depuis quatre ans, on vend 200 millions de tickets par an, alors que la crise frappe, et durement.

Dans l'esprit tordu de quelques-uns, cependant, qui peut le moins, peut le plus. Si les Français aiment tant le cinéma, ils peuvent bien payer quelques euros supplémentaires. C'est le sens de la nouvelle offre mise en place par les salles de cinéma du groupe Gaumont-Pathé, et expérimentée au Pathé Wepler, place de Clichy (Paris 18e). Dans cette salle historique d'un arrondissement populaire, un service « premium » a été mis en place depuis décembre. Pour accéder à des sièges

relativement confortables et bien placés, il vous faudra dépenser deux euros de plus. C'est le retour d'une première classe -disparue depuis plus de trente ans dans les salles françaises. Comme les dirigeants de Pathé ne manquent pas d'imagination et qu'ils ne sauraient s'arrêter en si bon chemin, on se demande s'ils ne -finiront pas par instaurer un supplément pour avoir accès à la fin du film.

En période de crise économique, l'initiative est une scandaleuse augmentation qui ne dit pas son nom. Car, pour le tarif habituel, le spectateur n'a plus droit qu'à des places... torticolis ! Sous l'écran ou sur les côtés. Le cinéma est l'art démocratique par excellence, il vient de devenir un privilège. C'est une triste provocation : le droit à la culture et aux loisirs est bafoué au nom d'une logique bling-bling imbécile et indécente. J'ai écrit la semaine dernière à la ministre de la Culture et de la Communication pour

savoir de quelle manière le gouvernement compte lutter contre ce cinéma à deux vitesses. Le premier loisir des Français ne peut pas coûter 14,20 euros par billet, c'est-à-dire l'équivalent de deux heures de Smic net. C'est une rançon pour le seul profit d'un grand groupe qui se moque de l'intérêt général. Les élus du groupe PCF-PG déposeront un vœu lors du prochain Conseil de Paris, les 25 et 26 mars, pour que la Ville de Paris dénonce ces pratiques. Depuis des décennies, la puissance publique a soutenu le cinéma français, non seulement ses auteurs et ses films, mais encore la modernisation des salles au nom d'une certaine culture populaire. C'est tout ce que Gaumont-Pathé vient de nier pour quelques euros de plus (*) Président du groupe PCF-PG au Conseil de Paris, élu du 18e arrondissement.